

INFORMATION EN DIRECTION DES CITOYENS À BOUMERDÈS

Le temps des interdits

Les quelques confrères qui se sont présentés, dans la matinée de mardi dernier, pour assister à la réunion mensuelle du conseil de wilaya élargi se sont vu interdit d'entrer dans la salle de conférences par le chef du cabinet intérimaire du wali, M. Brahaimi.

Ce n'est pas faute d'avoir insisté, mais ce responsable persistait dans son refus. «C'est une réunion», lancera-t-il, laissant entendre qu'il ne s'agit pas du conseil de wilaya. Il n'a pas daigné préciser de quel genre de réunion il s'agissait.

Pourtant, ce conclave était élargi aux chefs de daïra, P/APC, directeurs exécutifs et un grand nombre de cadres de différentes administrations. Nous avons rapidement su que les principaux responsables s'apprêtaient à discuter des problèmes des populations, singulièrement de la prolifération des chiens errants pouvant devenir la source d'une grave maladie, la rage en l'occurrence.

Le second point inscrit à l'ordre du jour se rapporte au fléau du détournement (pi-

quage) de l'eau potable. Le problème des constructions illicites a été aussi abordé. Ce regroupement entre dans le cadre du processus déclenché depuis quelques mois portant sur «la restauration de l'autorité de l'Etat et l'application de la norme de droit». Comment donc s'attendre à l'adhésion citoyenne à cette ambition sans que l'information soit largement vulgarisée ? Comportement bizarre ! Le wali, premier responsable de la région, juge-t-il que ses administrés n'ont pas à connaître la nature des problèmes débattus lors des réunions officielles ? Pourtant M. Merad ne rate aucune occasion pour dire qu'il milite pleinement pour la transparence totale s'agissant des affaires de la wilaya. Malheureusement, plusieurs entités de gestion et

responsables de l'administration locale persistent à refuser de communiquer, comme ils refusent en outre de travailler dans le sens de l'instauration d'un climat serein de partenariat avec la corporation des journalistes locaux. Il est clair que le système de communication wilaya de Boumerdès/journalistes souffre d'insuffisances. A titre d'exemple, les correspondants de la wilaya de Boumerdès n'ont jamais disposé de documents de référence sur la wilaya, notamment les statistiques, les plans divers, les bilans annuels et autres dossiers pouvant les aider dans leur tâche.

Par ailleurs, nous avons souvent entendu des responsables se plaindre au sujet d'informations tronquées et rendues publiques. Or, ces responsables omettent souvent de préciser que lorsque le correspondant se présente chez eux, il trouve fréquemment les portes closes. Rares sont, pour l'exemple, les chefs de daïra qui

consentent à discuter avec un journaliste sur les problèmes de la circonscription dont ils ont la charge. Ils les renvoient systématiquement à une autorisation bureaucratique de leur tutelle. Fort heureusement, d'autres responsables, nombreux au sein de l'exécutif ou du collège électif, font de la communication un critère de la bonne gouvernance. Faudrait-il rappeler aux uns et aux autres qu'en dépit de leurs propres difficultés sociales, du climat sécuritaire régional instable et des pressions qu'ils subissent, les journalistes «se plient en quatre» pour dénicher et vérifier l'information en faisant usage de leurs propres moyens, sources et méthodes et ce, pour satisfaire leurs lecteurs. Le simple citoyen ne pourrait-il pas en déduire que la rétention de l'information ne fait qu'altérer la transparence tant proclamée ?

Abachi L.

AÏN-TÉMOUCHENT

1^{re} journée de dermatologie pratique

Le nouvel hôpital D' Benzerdjeb de Aïn-Témouchent a abrité, mercredi dernier, la 1^{re} journée de dermatologie pratique, en présence d'éminents docteurs et professeurs spécialistes dans le domaine, et de plusieurs cadres et hommes de la santé exerçant dans les différentes structures sanitaires de la wilaya de Aïn-Témouchent.

Le thème principal de cette journée était d'étudier et de débattre de maladies telles que le psoriasis, les ulcérations génitales et les carcinomes cutanés.

Le docteur B. Dahmani, maître-assistant au CHU de Tlemcen, a présenté un exposé sur le psoriasis, ses aspects cliniques et traitements, dans lequel il est revenu sur la survenance de cette pathologie qui touche

toutes les catégories d'âge, et qui se caractérise par un épaississement de l'épiderme avec un renouvellement épidermique accéléré entre trois et quatre jours ainsi que par des inflammations favorisant l'hyper-prolifération kératinocytaire. C'est une maladie multigénétique due aux bactéries, au stress, aux événements marquants de la vie tels que la séparation, le deuil, à la consommation d'alcool et de tabac ainsi qu'à certains médicaments. Elle se manifeste dans presque tout le corps comme le visage, le cuir chevelu, les pieds, les mains et les fesses. Le traitement de cette maladie s'effectue, après une biopsie cutanée, par le recours aux corticoïdes. Tour à tour, le professeur Omar Boudghène Stambouli du CHU de Tlemcen et le docteur Abdelkader Belbachir de Mohammedia ont présenté

deux interventions relatives aux ulcérations génitales et le diagnostic sérologique de la syphilis. Pour M. O. Boudghène, les ulcérations sont dues aux infections sexuellement transmissibles (IST) ou MST. Elles surviennent sous forme de chancre mou ou chancre scabieux et d'herpès génital après une incubation courte de 2 à 6 jours. Le chancre mou survient dans les pays tropicaux (Afrique sub-saharienne).

Quant à la syphilis, qui elle aussi est une maladie infectieuse sexuellement transmissible, elle est due au tréponème. Elle apparaît au point du chancre à travers une érosion arrondie et indolore deux mois après le contact. Pour ce qui est du traitement, le chancre guérit après 6 à 8 semaines de traitement. Un riche et fructueux débat s'en est suivi après.

S. B.

AGRICULTURE À BATNA

Séminaire national sur l'encadrement et l'accompagnement de la politique du REA-RR

L'Institut de technologie forestière de Batna a abrité, pendant deux jours, un séminaire national sur l'encadrement et l'accompagnement de la politique du renouveau de l'économie agricole et rurale (REA-RR) en matière de coordination et offres de services avec la participation de 120 cadres, chercheurs, cadres chargés de la mise en œuvre de cette nouvelle politique, agents de vulgarisation et enseignants des instituts.

La politique du renouveau de l'économie agricole et rural engagée par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural depuis 2008 reposant sur la libération des initiatives des énergies, la modernisation de l'appareil de production... se doit de fixer comme objectif immédiat le recentrage des différents dispositifs de l'encadrement existant comme cela a été le cas

pour les programmes des forêts, steppe, agriculture saharienne, agriculture de montagne et mise en valeur des terres.

Ainsi, la mise en œuvre des différents programmes exige une approche d'accompagnement et d'assistance technique aux acteurs du développement, dont la vulgarisation et l'appui technique constitue la locomotive.

Les séminaristes, du premier

responsable de ces journées, M. Khiati Mohamed, avec le thème «Agriculture : stratégies, politiques de développement et système de connaissances agronomiques» à celui de Mme Boorteel D. «Programme de renforcement de capacités humaines et d'assistance technique points-clés et outils de mise en œuvre» et jusqu'aux missions de l'administration des forêts dans le contexte du programme de renouveau rural, ont axé leurs interventions sur le recentrage des aspects liés à l'appui technique, à l'apport et transfert technologique de formation et de vulgarisation des techniques. En d'autres termes, le ministère vise une sorte

d'intégration entre les appareils de soutien méthodologique et technique.

En plus de dix-huit communications suivies de débats, trois ateliers nocturnes, à partir de 20h, ont focalisé l'attention des participants par leurs contenus, l'approche intégrée d'utilisation des canaux de vulgarisation de proximité et de masse, l'utilisation des réseaux de fermes-écoles, stations des institutions, fermes-pilotes et établissements de formation et circuits d'information, de valorisation et de coordination des activités de recherche, de développement et vulgarisation.

H. M.

SECTEUR SANITAIRE DE SEDRATA

(SKIKDA)

Plus de 20

personnes devant la justice

L'affaire du secteur sanitaire Houari-Boumediene de la daïra de Sedrata où plus d'une vingtaine de personnes ont été interpellées, dont l'ex-directeur de cet hôpital muté en juillet 2007 vers l'hôpital d'El-Harouch (wilaya de Skikda), vient de connaître de nouveaux rebondissements, a-t-on appris d'une source crédible.

Cette affaire qui a fait couler beaucoup d'encre sera examinée par le tribunal de Sedrata le 2 juin prochain. Notre source indique également que 10 personnes comparaitront en qualité de prévenus. Les inculpés sont poursuivis en justice pour dilapidation de deniers publics, faux et usage de faux, défaut de facturation, attribution de projets douteux, d'autres entachés d'irrégularité, et trafic d'influence.

Dans ce même procès, 20 témoins ont été convoqués par la justice et la présence de l'expert-comptable, désigné par la même instance, a été exigée au lendemain d'une dénonciation par un employé du secteur sanitaire de Sedrata, signataire d'une missive dont laquelle il dénonçait des graves dépassements dans la gestion. Ce qui a déclenché une enquête de la Gendarmerie nationale étoffée par un rapport consistant d'expertise.

Barour Yacine

RELIZANE 2 kg de kif traité saisis à Ammi Moussa

Les éléments de la brigade de gendarmerie de lutte antidrogue de Ammi Moussa, commune distante de 90km au sud du chef-lieu de Relizane, sont parvenus à mettre la main sur trois narco-trafiquants et y a quelques jours. Les mêmes éléments ont découvert deux kg de kif traité destinés à la vente en possession des trois individus répondant aux initiales de B. M., H. A., et B.M., âgés respectivement de 25, 21 et 30 ans, ainsi que cinq téléphones portables et une somme évaluée à 30 000 DA.

Présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Ammi Moussa, il ont été placés en détention préventive.

A. Rahmanie

SAISIE DE 3 KG DE KIF TRAITÉ À SIDI-BEL-ABBÈS

Une personne arrêtée, une autre en fuite

Sur la base d'informations parvenues à son niveau signalant un véhicule léger de marque Renault Clio en direction de Sidi-Bel-Abbès avec à son bord 2 personnes transportant du kif, la police de Sidi-Bel-Abbès a observé une surveillance discrète jusqu'à son interception.

La fouille a permis de découvrir 3 kg de kif traité dissimulés dans le véhicule. Un des passages a été arrêté, son comparse a réussi à prendre la fuite. Des recherches ont été lancées pour l'arrêter.

A. M.